



Assemblée générale

Distr. générale
28 juillet 2017
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session

Point 79 de l'ordre du jour provisoire*

**Responsabilité pénale des fonctionnaires
et des experts en mission des Nations Unies**

Responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport a été établi en application des paragraphes 28 et 29 de la résolution [71/134](#) de l'Assemblée générale. On trouvera dans la section II les informations communiquées par les gouvernements sur la question de savoir si leur droit interne établit leur compétence à l'égard notamment des infractions graves commises par leurs nationaux ayant la qualité de fonctionnaires ou d'experts en mission des Nations Unies. La section III présente les informations communiquées par les gouvernements sur le traitement, par l'État de nationalité de l'intéressé, des allégations crédibles indiquant qu'une infraction pénale aurait été commise par un fonctionnaire ou expert en mission des Nations Unies et les questions connexes. La section IV donne un aperçu de la coopération pratiquée par les États entre eux et avec l'Organisation des Nations Unies pour ce qui est d'échanger des informations et de faciliter les enquêtes et les poursuites, ainsi que de la protection des victimes et des témoins tout au long de la procédure. La section V porte sur la vérification des antécédents par les États Membres qui fournissent du personnel à l'Organisation des Nations Unies. La section VI reprend les commentaires communiqués par les gouvernements concernant le rapport du Groupe d'experts juridiques sur la question de la responsabilité des fonctionnaires de l'ONU et des experts en mission ayant commis des infractions pénales dans le cadre d'opérations de maintien de la paix ([A/60/980](#)), notamment les mesures à prendre à l'avenir. Les sections VII et VIII traitent d'activités menées au Secrétariat.

* [A/72/150](#).



I. Introduction

1. Le présent rapport a été établi en application de la résolution 70/134, dans laquelle l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui rendre compte, de l'application de la résolution, en particulier de ses paragraphes 9, 11, 12, 14, 17 et 19, et des problèmes concrets rencontrés à cette occasion, en se fondant sur les informations reçues des gouvernements et du Secrétariat.

2. Par note verbale datée du 16 janvier 2017, le Secrétaire général a appelé l'attention de tous les États sur la résolution 71/134 et les a invités à lui communiquer toute information utile. Le présent rapport présente des informations sur la suite donnée à la résolution. Des réponses ont été reçues des États suivants : Autriche, Bosnie-Herzégovine, El Salvador, Finlande, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suisse.

3. On trouvera aux sections II, III et IV un exposé des activités menées et des éléments d'information reçus en ce qui concerne la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies, ainsi qu'il est demandé aux paragraphes 9 à 11, 17, 18 et 24 de la résolution 71/134. La section V porte sur le paragraphe 12 de la résolution. La section VI contient les commentaires communiqués par les États concernant le paragraphe 14 de la résolution, dans lequel ils étaient invités à faire des observations supplémentaires sur le rapport du Groupe d'experts juridiques, notamment en ce qui concerne la suite à lui donner.

4. Les sections VII et VIII sont consacrées aux activités menées au Secrétariat aux fins de l'application des paragraphes 3, 6, 12, 13, 17 à 22 et 29 de la résolution, notamment pour porter toutes allégations crédibles d'infraction commise imputable à tel fonctionnaire ou expert en mission des Nations Unies à l'attention de l'État de nationalité du mis en cause, et aux questions connexes.

5. Le présent rapport doit être lu en parallèle avec les précédents rapports du Secrétaire général sur la question¹.

6. Comme l'a indiqué le Secrétaire-général dans son rapport à la session précédente (voir A/71/167, par. 7), le présent rapport et le travail accompli par la Sixième Commission de l'Assemblée générale ne portent que sur un aspect des activités de l'Organisation des Nations Unies concernant la question de la responsabilité pénale de ses représentants et notamment la conduite de ses fonctionnaires et experts en mission.

7. Il existe plusieurs mécanismes de communication de l'information concernant les questions générales de responsabilité dans l'Organisation des Nations Unies; ces mécanismes touchent aussi en partie à la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies. Comme le Secrétaire-général l'a noté dans son précédent rapport (voir A/71/167, par. 8), d'autres rapports récemment établis conformément à d'autres mandats peuvent être pertinents en la matière. Une liste indicative mais non exhaustive des rapports qu'il peut être utile de consulter figure sur le site web de la Sixième Commission pour la soixante-douzième session dans la rubrique consacrée au point de l'ordre du jour concerné.

8. Il convient d'appeler tout particulièrement l'attention sur les rapports dans lesquels des ensembles de statistiques souvent semblables sans se recouper tout à fait sont présentés concernant les fautes imputées aux fonctionnaires et aux experts en mission des Nations Unies. Ces rapports traitent par exemple des questions

¹ A/71/167, A/70/208, A/69/210, A/68/173, A/67/213, A/66/174 et Add.1, A/65/185, A/64/183 et Add.1 et A/63/260 et Add.1.

disciplinaires du point de vue de la gestion des ressources humaines, de l'exploitation et des atteintes sexuelles et des questions générales de responsabilité.

9. Il s'agit en premier lieu des rapports du Secrétaire général sur la pratique qu'il suit en matière disciplinaire et en cas de faits pouvant constituer une infraction pénale, établis en application de la résolution 59/287 de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci l'a prié d'informer chaque année les États Membres de toutes les mesures prises en cas de faute professionnelle ou délictuelle avérée, ainsi que des instances disciplinaires et, le cas échéant, des actions en justice introduites conformément aux procédures et aux textes en vigueur. Le dernier rapport en date (A/71/186) couvre la période du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016.

10. En deuxième lieu, le Secrétaire général établit annuellement un rapport sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles. Conformément aux résolutions 57/306 et 70/286 de l'Assemblée générale, il a dans son dernier rapport en date (A/71/818 et Add.1) exposé une stratégie visant à améliorer le dispositif de prévention et de répression de l'exploitation et des atteintes sexuelles à l'échelle du système des Nations Unies. Cette stratégie s'articule autour de quatre grandes priorités : placer les victimes au premier rang; mettre fin à l'impunité; collaborer avec la société civile et les partenaires extérieurs; et améliorer les communications stratégiques à des fins de sensibilisation et de transparence. Le rapport offre également des informations sur les allégations d'exploitation et d'atteintes sexuelles qui auraient été commises par des membres du personnel des Nations Unies et des membres de forces internationales, autres que les forces des Nations Unies, agissant sous mandat du Conseil de sécurité. Ces informations portent sur la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016. On trouve notamment à l'annexe IV des données sur les thèmes suivants: a) la nature des faits visés dans les allégations mettant en cause des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales, des entités autres que les missions de maintien de la paix et les missions politiques spéciales et des forces autres que des forces des Nations Unies (2016); b) l'état d'avancement des enquêtes relatives à des allégations mettant en cause des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales, des entités autres que les missions de maintien de la paix et les missions politiques spéciales et des forces autres que des forces des Nations Unies (2016); c) les faits visés dans les allégations signalées au Bureau des Services de contrôle interne concernant des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales, dans les allégations signalées au Bureau de la gestion des ressources humaines par des entités autres que des missions de maintien de la paix et des missions politiques spéciales, et dans les allégations signalées au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (2016); d) une analyse des allégations. L'annexe V contient en outre un tableau des responsabilités du système des Nations Unies en matière d'exploitation et d'atteintes sexuelles réparti entre activités de prévention et interventions.

11. Enfin, plusieurs rapports concernent le système d'application du principe de responsabilité au Secrétariat. Il s'agit en particulier du sixième rapport sur le système d'application du principe de responsabilité au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (A/71/729), établi en application de la résolution 70/255 de l'Assemblée générale, et du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à son sujet (A/71/820), qui traitent tous deux des progrès accomplis dans la mise en place du système d'application du principe de responsabilité au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Il y est notamment question de plusieurs composantes essentielles qui ont été renforcées au cours de l'année écoulée et relèvent de domaines liés aux contrôles internes : mise en œuvre du système de gestion du risque institutionnel; mise au point du Dispositif de lutte contre la fraude et la corruption établi par le Secrétariat; progrès réalisés en

ce qui concerne l'établissement d'une déclaration relative au contrôle interne, les contrôles internes ayant trait à la passation des marchés et l'application du principe de responsabilité dans les missions; améliorations en matière de déontologie et d'intégrité ainsi que dans l'évaluation de la performance du personnel du Secrétariat. Le Secrétaire général y explique également en quoi les réformes majeures mises en œuvre ces dernières années continuent d'améliorer la diffusion d'informations cruciales ayant trait aux services d'appui communs et peuvent favoriser une meilleure gestion et asseoir le principe de responsabilité. À cet égard, on signalera aussi la distribution d'une circulaire portant sur le dispositif de lutte contre la fraude et la corruption du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (ST/IC/2016/25). Censé concourir à asseoir une tradition de probité et d'intégrité au sein de l'Organisation, le dispositif vient informer les fonctionnaires et autres membres du personnel de la manière dont le Secrétariat entreprend de prévenir, détecter, décourager, dénoncer tous cas de fraude et de corruption, et dont il procède en présence de tels cas.

12. Plusieurs organismes des Nations Unies ont, de par leurs mandats respectifs, la responsabilité d'établir ces rapports et doivent rendre compte de leurs interventions aux organes délibérants. Par exemple, les mandats d'un certain nombre de bureaux leur imposent de faire rapport à la cinquième commission (commission des questions administratives et budgétaires) sur les questions de responsabilité. C'est le cas entre autres du Bureau de la gestion des ressources humaines (BGRH), du Bureau de la déontologie, du Bureau des services de contrôle interne (BSCI), du Corps commun d'inspection et du Département de l'appui aux missions.

13. Le Département de l'appui aux missions, le Département des affaires politiques et le Département des opérations de maintien de la paix doivent dans les limites de leur mandat faire rapport à la Quatrième Commission (Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation), et en particulier au Comité spécial des opérations de maintien de la paix, sur les questions de responsabilité. Lorsqu'il y a eu lieu de le faire, ces départements ont aussi transmis au Conseil de sécurité des informations essentielles sur les opérations sur le terrain.

14. En outre, le Secrétaire général continue de fournir des informations et des analyses sur certains moyens d'assurer la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies. Le Bureau des affaires juridiques, le BSCI et le Département de l'appui aux missions font rapport à la Sixième Commission au nom du Secrétaire général, comme indiqué aux sections VI et VII du présent rapport. Les exposés informels du Secrétariat, organisés en application des paragraphes 15 et 16 de la résolution 71/134 de l'Assemblée générale, ont à nouveau fourni l'occasion d'informer les participants et d'approfondir la réflexion sur les mesures qui pourraient être prises pour que les fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies aient à répondre de leurs actes et prévenir d'autres infractions. Ils ont réuni des représentants du Bureau des affaires juridiques, du BSCI, du Département de l'appui aux missions, du BGRH et du Bureau du Coordonnateur spécial chargé d'améliorer les moyens d'action de l'Organisation des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles.

II. Établissement de la compétence à l'égard des infractions graves

Autriche

15. L'Autriche a réitéré les informations qu'elle avait communiquées dans le rapport précédent (voir A/63/260, par. 7). Elle a en outre indiqué qu'en vertu de l'alinéa 4 c) du paragraphe 1 de l'article 64 du Code pénal, les juridictions

autrichiennes ont toute compétence pour connaître, à titre subsidiaire, des crimes internationaux visés par le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, à savoir le crime de génocide (article 321 du Code pénal), les crimes contre l'humanité (art. 321a), les crimes de guerre (art. 321b à 321f) et le crime d'agression (321k). Ses juridictions peuvent donc être saisies de toute infraction commise hors de son territoire, indépendamment du droit applicable sur le lieu des faits, pour autant qu'elle ait été commise par ou à l'encontre d'un de ses nationaux, à l'encontre de ses intérêts nationaux ou par un ressortissant étranger ayant sa résidence habituelle ou se trouvant sur son territoire et qui ne puisse être extradé.

Bosnie-Herzégovine

16. Au titre de l'article III b) de la Constitution, les principes généraux du droit international, y compris l'adage « *pacta sunt servanda* », font partie intégrante du droit interne. La Bosnie-Herzégovine a indiqué qu'aucun texte de loi n'encadrerait spécifiquement la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies, mais qu'elle pouvait poursuivre pénalement ses nationaux à plusieurs chefs.

17. Au titre de la compétence territoriale, la législation pénale de Bosnie-Herzégovine s'applique à l'auteur de toute infraction pénale commise sur le territoire de ce pays, sous réserve de l'exception prévue en cas d'immunité diplomatique. Dans ce cas, le droit de punir revient à l'État de résidence permanente du ressortissant étranger soupçonné d'avoir commis l'infraction.

18. La Bosnie-Herzégovine a indiqué que sa législation lui confère à plusieurs chefs une compétence extraterritoriale à l'égard des infractions pénales commises par ses nationaux. Elle jouit ainsi d'une compétence de protection, en vertu de laquelle sa loi pénale s'applique à certaines infractions commises à l'extérieur de son territoire et portant atteinte à ses valeurs ou avoirs, que leur auteur soit un de ses nationaux, un ressortissant étranger ou une personne apatride. Il n'est pas nécessaire que les faits soient aussi incriminés dans l'État de commission de l'infraction et il est peut être dérogé au principe *non bis in idem*. Dans ce cas, la peine purgée est au moins en partie déduite de celle imposée en Bosnie-Herzégovine. En outre, elle n'exerce sa compétence personnelle active, c'est-à-dire fondée sur la nationalité de l'auteur, qu'à l'égard des infractions commises hors de son territoire par un de ses ressortissants, à l'exception de celles visées par le principe de protection. L'auteur doit se trouver en Bosnie-Herzégovine ou y être extradé.

19. La Bosnie-Herzégovine a indiqué qu'elle était partie à la Convention de 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies. Elle a aussi appelé l'attention sur l'Accord entre la République de Bosnie-Herzégovine et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) relatif au statut de l'OTAN et de son personnel. Aux termes du paragraphe 2 dudit Accord, les dispositions de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies concernant les experts en mission s'appliquent mutatis mutandis aux personnels de l'OTAN participant à l'opération, sauf disposition contraire de l'Accord.

20. La Bosnie-Herzégovine a encore ajouté qu'il n'existe ni tribunal ni lois militaires. Elle a affirmé que, dans les limites prévues dans les traités internationaux auxquels elle est partie, sa loi pénale s'applique aux fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies.

El Salvador

21. El Salvador a réitéré les informations qu'il avait communiquées dans le rapport précédent (voir [A/65/185](#), par. 17; [A/67/213](#), par. 4; [A/69/210](#), par. 7 et [A/71/167](#), par. 13).

Nouvelle-Zélande

22. La Nouvelle-Zélande exerce une vaste compétence à l'égard de ses nationaux ayant commis une infraction alors qu'ils exerçaient en qualité de fonctionnaire ou d'expert en mission des Nations Unies dans le cadre d'une opération de maintien de la paix ou de police autorisée par leur Gouvernement. Toutefois, si le national trouve au service des Nations Unies à titre personnel, la compétence est restreinte à certaines infractions graves. La Nouvelle-Zélande examinait aussi l'opportunité d'établir sa compétence extraterritoriale à l'égard d'autres infractions graves, mais a signalé les difficultés pratiques et les problèmes de compétence que poserait l'établissement d'une compétence extraterritoriale à l'égard des nationaux en mission des Nations Unies à titre individuel ou personnel. Il n'existe aucun texte établissant spécifiquement la compétence pénale de la Nouvelle Zélande à l'égard de ses nationaux exerçant à titre personnel en qualité de fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies non autorisée par leur Gouvernement. Toutefois, ces individus ne sont pas soustraits à la loi néo-zélandaise, dans la mesure où celle-ci prévoit une compétence extraterritoriale à l'égard de certaines infractions.

23. La Nouvelle-Zélande a mis à jour les informations communiquées lors du précédent rapport (voir [A/63/260](#), par. 26 et 27) et a déclaré que les textes ci-après établissent déjà sa compétence à l'égard des nationaux ayant qualité de fonctionnaire des Nations Unies qui ont commis des « infractions graves » : la loi de 1955 sur l'adoption (*Adoption Act*), la loi de 1972 relative aux infractions contre l'aviation civile (*Aviation Crimes Act*), la loi de 1971 sur la discipline applicable aux forces armées (*Armed Forces Discipline Act*), la loi de 1996 portant interdiction des armes chimiques (*Chemical Weapons (Prohibition) Act*), la loi de 1980 relative aux infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, les fonctionnaires des Nations Unies et le personnel associé et à la prise d'otages (*Crimes (Internationally Protected Persons, United Nations and Associated Personnel, and Hostages) Act*), la loi de 1989 sur les crimes de torture (*Crimes of Torture Act*), la loi électorale de 1993 (*Electoral Act*), la loi de 1993 relative à la classification des films, enregistrements vidéo (*Films, Videos and Publications Classification Act*), la loi de 1958 portant application des Conventions de Genève (*Geneva Conventions Act*), la loi de 2000 sur les crimes internationaux et à la Cour pénale internationale (*International Crimes and International Criminal Court Act*), la loi de 1999 sur la criminalité maritime (*Maritime Crimes Act*), la loi de 2004 portant interdiction des activités de mercenaire (*Mercenary Activities (Prohibition) Act*), la loi de 1975 sur l'abus de drogues (*Misuse of Drugs Act*), la loi de 1987 portant zone dénucléarisée, désarmement et contrôle des armements (*New Zealand Nuclear Free Zone, Disarmament, and Arms Control Act*), la loi de 1999 portant interdiction des essais nucléaires (*Nuclear-Test-Ban Act*, encore sans effet), la loi de 2008 sur les forces de police (*Policing Act*), la loi de 2002 sur la répression du terrorisme (*Terrorism Suppression Act*) et la loi de 1996 portant application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (*United Nations Convention on the Law of the Sea Act*). Les infractions concernées comprennent les actes de terrorisme, le génocide, la piraterie, la torture, les crimes contre l'humanité, les violations graves des Conventions de Genève ou de leur premier protocole additionnel et d'autres crimes de guerre, certaines infractions sexuelles, l'exploitation sexuelle d'enfants, la traite de personnes et la corruption.

24. La Loi de 2008 sur les activités de police établit la juridiction du pays sur les membres de la police néo-zélandaise incorporés à une force des Nations Unies. Aux termes de l'article 91, « le terme « employé » s'entend d'un agent de police employé aux fins des activités des Nations Unies ». « Aux fins du présent article, l'agent de police est considéré comme employé aux fins des activités des Nations Unies à compter de son départ de Nouvelle-Zélande en vue de la prise de fonctions et jusqu'à son retour ou, si cette date est plus proche, jusqu'à la fin de ses fonctions ». Aux termes de l'article 92, « tout employé ayant commis une infraction à l'extérieur du territoire néo-zélandais est passible de poursuites et de sanctions au même titre que sur le territoire néo-zélandais et relève par conséquent des juridictions néo-zélandaises ».

25. En outre, les articles 86 à 90 étendent cette compétence extraterritoriale aux personnes qui, sans être membre des forces armées ni entrer dans le champ d'application des dispositions précédentes participent à une « opération outre-mer » en dehors de Nouvelle-Zélande. Aux fins de cette loi, l'expression « opération outre-mer » désigne « une personne ou un groupe de personnes que le Gouvernement néo-zélandais autorise à participer à toute activité hors du territoire liée au maintien de la paix, au maintien ou au rétablissement de l'ordre public ou du bon fonctionnement des institutions ou à toute autre activité à laquelle le Gouvernement désire apporter son concours (en coopération ou non avec des ressortissants étrangers) ».

Suisse

26. La Suisse a fait savoir qu'elle n'avait aucun élément nouveau à apporter aux informations déjà communiquées (voir [A/63/260](#), par. 33; [A/66/174](#), par. 19 à 21; [A/67/213](#), par. 10 à 13; et [A/71/167](#), par. 22 à 23).

III. Suite donnée par les États aux allégations crédibles selon lesquelles des nationaux ayant la qualité de fonctionnaire ou d'expert en mission des Nations Unies auraient commis une infraction, et questions connexes

El Salvador

27. El Salvador a complété les informations déjà fournies (voir [A/71/167](#), par. 29) et déclaré que ses forces armées ne disposaient d'aucune information selon laquelle un membre salvadorien d'une mission de maintien de la paix aurait commis des infractions graves dans le cadre de la mission. Il a réaffirmé qu'il était juridiquement tenu de mener une enquête et d'exercer sa compétence si des allégations crédibles étaient portées à sa connaissance.

Finlande

28. La Finlande a mis à jour les informations fournies et affirmé qu'aucune infraction grave commise par des nationaux finlandais ayant la qualité de fonctionnaires ou d'experts en mission des Nations Unies n'avait été portée à sa connaissance (voir [A/71/167](#), par. 30).

Nouvelle-Zélande

29. La Nouvelle-Zélande a affirmé qu'elle n'avait connaissance d'aucune allégation, enquête ou poursuite concernant une infraction grave imputée à l'un de

ses nationaux ayant la qualité de fonctionnaire ou d'expert en mission des Nations Unies.

IV. Coopération pratiquée par les États entre eux et avec l'Organisation des Nations Unies pour échanger des informations et faciliter les enquêtes et les poursuites, et protection des victimes et des témoins tout au long de la procédure

Autriche

30. L'Autriche a réitéré les informations préalablement communiquées (voir [A/64/183](#), par. 30 à 36)

Nouvelle-Zélande

31. La Nouvelle-Zélande a réitéré les informations préalablement communiquées concernant la coopération pratiquée par les États entre eux et avec l'Organisation des Nations Unies pour échanger des informations et faciliter les enquêtes et les poursuites (voir [A/63/260](#), par. 50). En ce qui concerne la protection des victimes et des témoins, la loi de 2002 sur les droits de victimes (*Victims' Rights Act*) vise à faire en sorte que toute victime ayant souffert d'une infraction soit traitée avec courtoisie et dans le respect de sa dignité et de son intimité. Elle garantit aux victimes l'accès à une aide sociale, médicale et juridique et à des services de santé et de conseil et leur confère le droit d'être entendues en ce qui concerne l'auteur et l'infraction, d'être informées de toute enquête et d'être renseignées sur la situation de l'auteur à l'intérieur du système de justice pénale. En outre, la Nouvelle-Zélande a appelé l'attention sur la Loi de 2006 relative à la preuve (*Evidence Act*), qui garantit aussi la protection de l'intimité des témoins avant le jugement en cas d'infraction grave si leur sécurité ou celle de toute autre personne est en danger ou si leurs biens risquent d'être gravement endommagés, pour autant que la préservation de leur anonymat avant le jugement n'entrave pas le bon déroulement de la justice.

32. La Nouvelle-Zélande a fait savoir qu'elle n'avait été sollicitée pour aider aucun État hôte à enquêter sur une infraction grave imputée à un fonctionnaire ou expert en mission des Nations Unies. Elle a toutefois fourni un soutien en matière de renforcement des capacités dans le cadre d'un projet du Programme d'aide de la Nouvelle-Zélande consacré aux forces de police et destiné notamment à l'amélioration des techniques d'enquête. La Nouvelle-Zélande a fourni un appui aux forces de police dans toute la région du Pacifique et a œuvré au renforcement des capacités de celles-ci dans plusieurs situations d'après-conflit et d'instabilité, notamment en Afghanistan, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, dans les Îles Salomon et au Timor-Leste.

Suisse

33. La Suisse a fait savoir qu'elle n'avait aucun élément nouveau à apporter aux informations déjà communiquées (voir [A/71/167](#), par. 43 et 44).

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

34. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a rendu compte des lois et politiques en vigueur dans les trois territoires de juridiction pénale (Angleterre et Pays de Galle, Irlande du Nord et Écosse) en ce qui concerne la

protection effective des victimes et des témoins ayant signalé des informations sur une infraction graves commises par tout individu². Il a également rendu compte des lois écossaises régissant la protection des témoins vulnérables.

V. Vérification des antécédents par les États Membres qui fournissent du personnel à l'Organisation des Nations Unies

Nouvelle-Zélande

35. La Nouvelle Zélande a fait observer que les personnes détachées en qualité de fonctionnaire ou d'expert en mission des Nations Unies sur autorisation du Gouvernement néo-zélandais à des fins, entre autres, de maintien de la paix ou de police étaient généralement issues de la police ou des forces de défense néo-zélandaise, institutions qui disposent toutes deux d'un système fiable de vérification des antécédents et de codes de conduites stricts que l'ensemble du personnel est tenu d'observer. Lorsqu'un Néo-zélandais est à titre personnel au service des Nations Unies, le pays est moins à même d'influencer sa conduite ou son comportement.

VI. Observations sur le rapport du Groupe d'experts juridiques, notamment en ce qui concerne la suite à lui donner

Suisse

36. La Suisse a rappelé le point de vue précédemment exprimé (voir [A/71/167](#), par. 46) et a en outre appelé l'attention sur la mission confiée à l'Institut suisse de droit comparé, chargé d'examiner la législation d'un ensemble représentatif d'États et de constater toute lacune des chefs de compétence l'autorisant à engager des poursuites à l'encontre des auteurs des infractions concernées. La Suisse présentera les résultats de cette étude en marge de la soixante-douzième session de l'Assemblée générale.

VII. Notification, à l'État de nationalité de l'intéressé, des allégations crédibles indiquant qu'une infraction pénale aurait été commise par un fonctionnaire ou expert en mission des Nations Unies et questions connexes

37. Aux paragraphes 17 à 23 et 25 à 29 de sa résolution [71/134](#), l'Assemblée générale a demandé instamment aux États Membres de communiquer des informations au Secrétaire général, prié ce dernier de lui fournir certains renseignements et demandé à l'Organisation de prendre certaines mesures concernant la question de la responsabilité pénale des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies.

² Voir les adresses suivantes : www.cps.gov.uk/legal/v_to_z/witness_protection_and_anonymity/ (Angleterre et pays de Galles); www.ppsni.gov.uk/Code-for-Prosecutors-5017.html (Irlande du Nord); www.ppsni.gov.uk/Victims-and-Witnesses-5016.html (Irlande du Nord); www.crownoffice.gov.uk/publications/victims-and-witnesses (Écosse).

Actes criminels commis par des membres du personnel déployés dans des missions

38. Le Secrétaire général a continué d'estimer que tout fonctionnaire de l'ONU ou agent d'une autre catégorie déployé dans une mission ayant commis des actes criminels devait être poursuivi à la mesure de la gravité de ces actes. Cela s'applique particulièrement aux cas de sévices sexuels constituant des crimes au regard de la législation de l'État d'accueil ou d'origine de l'intéressé, notamment aux relations sexuelles non consensuelles ou aux relations sexuelles avec des mineurs. Au cours de la période considérée, le Département de l'appui aux missions a renvoyé au Bureau des affaires juridiques des cas d'infractions pénales présumées mettant en cause huit fonctionnaires, dont un cas d'atteinte sexuelle sur mineur. En outre, ces deux entités ont travaillé en coopération pour examiner les rapports d'enquête devant être envoyés aux États Membres aux fins d'engagement de poursuites en relation avec huit autres cas d'infractions pénales présumées (voir par. 40 et 41).

39. Dans son dernier rapport sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles (A/71/818), le Secrétaire général a rappelé des initiatives lancées préalablement à l'échelle du système la nécessité afin de veiller à ce que le personnel des Nations Unies soit tenu responsable de ses actes en cas d'infraction pénale. Il a exhorté une nouvelle fois les États Membres à conclure leurs discussions de longue date concernant l'adoption d'une convention internationale sur la question. Il a également indiqué qu'il serait demandé aux États Membres de fournir des informations sur les modifications qu'ils apporteraient s'ils ne l'avaient pas déjà fait, à leurs règlements administratifs, dispositions réglementaires ou codes s'appliquant aux militaires et aux policiers pour qu'ils reconnaissent explicitement toutes les formes d'exploitation ou d'atteintes sexuelles comme une faute et précisent que ces comportements entraîneraient les plus lourdes sanctions applicables. Il a également indiqué que le Département de l'appui aux missions achevait, en coopération avec le Bureau des affaires juridiques, l'élaboration de directives à l'intention des missions sur les procédures à suivre en cas de faute – exploitation et atteintes sexuelles, notamment – assimilable à un comportement criminel pour renvoyer ces affaires aux autorités judiciaires des États hôtes, conformément au dispositif juridique existant.

40. Comme le Secrétaire général l'a indiqué dans son rapport de 2016 sur la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies (A/71/167), les missions de maintien de la paix ont continué de rendre compte tous les trois mois des efforts menés en coopération avec les pays hôtes pour enquêter sur les infractions pénales impliquant le personnel des Nations Unies et en poursuivre les auteurs.

Renvoi d'affaires mettant en cause des fonctionnaires ou experts en mission au cours de la période allant du 1 juillet 2016 au 30 juin 2017

41. La demande formulée au paragraphe 17 de la résolution 71/134 est semblable à celles que l'Assemblée générale a formulées au paragraphe 15 de la résolution 70/114 (voir A/71/167, pour 2015/16) et au paragraphe 9 des résolutions 69/114 (voir A/70/208, pour 2014/15), 68/105 (voir A/69/210, pour 2013/14), 67/88 (voir A/68/173, pour 2012/13), 66/93 (voir A/67/213, pour 2011/12), 65/20 (voir A/66/174, pour 2010/11), 64/110 (voir A/65/185, pour 2009/10), 63/119 (voir A/64/183, pour 2008/09) et 62/63 (voir A/63/260, pour 2007/08).

42. Pendant la période allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017, le Bureau des affaires juridiques a renvoyé aux États de nationalité, par l'intermédiaire des missions permanentes concernées, 35 affaires relatives à 38 fonctionnaires ou

experts en mission des Nations Unies à des fins d'enquête et d'engagement éventuel de poursuites. Dix d'entre elles portaient sur des allégations de corruption et de fraude, une sur des allégations de vol, de corruption et de fraude, dix-neuf sur des allégations de fraude aux prestations, une sur des allégations d'agression physique, deux sur des allégations d'exploitation et atteintes sexuelles, et deux sur des allégations de vol. On trouvera plus de détails sur ces affaires, comme le prévoit le paragraphe 29 de la résolution 71/134, à l'annexe I du présent rapport (affaires n° 90-124).

Informations communiquées par les États sur les mesures prises pour mener des enquêtes sur les affaires et engager des poursuites, le cas échéant, et assistance demandée au Secrétariat

43. Conformément au paragraphe 19 de la résolution 71/134, le Bureau des affaires juridiques a demandé que les États auxquels des affaires avaient été renvoyées tiennent l'Organisation informée de toute mesure prise par les autorités nationales en rapport avec ces affaires et a suivi les affaires pour lesquelles les États Membres concernés n'avaient donné aucune réponse. À la date de rédaction du présent rapport, certains de ces États s'étaient mis en rapport avec le Secrétariat pour l'informer qu'ils avaient saisi leurs autorités compétentes de onze affaires concernant des fonctionnaires ou experts en mission au cours de la période considérée. Dans six de ces affaires, l'État concerné avait également demandé à l'Organisation de lui fournir une assistance. Le Secrétariat reste disposé à prêter assistance concernant toutes les affaires ainsi renvoyées.

Informations sur la nature des allégations et informations communiquées par les États concernant toutes les affaires renvoyées depuis le 1^{er} juillet 2007

44. L'annexe I du présent rapport expose les cas de renvoi d'allégations crédibles aux autorités nationales conformément à la résolution 62/63 et aux résolutions suivantes sur la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies. Il contient également des renseignements et des mises à jour communiquées par les États Membres pour y donner suite depuis le 1^{er} juillet 2007, et donne des informations sur ces cas classées en diverses rubriques. On y trouvera en outre les dates auxquelles les demandes d'informations actualisées ont été adressées aux États par le Secrétaire général, comme l'a demandé l'Assemblée générale au paragraphe 29 de la résolution 71/134.

Notifications transmises par les États Membres à l'égard d'enquêtes ou poursuites concernant des infractions imputées à des fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies

45. Au paragraphe 18 de sa résolution 71/134, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de demander à tous les États ayant informé l'Organisation d'enquêtes ou de poursuites concernant des infractions imputées à des fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies de lui rendre compte de l'évolution de ces enquêtes ou poursuites, pour autant que celles-ci ne s'en trouvent pas affectées. Conformément aux paragraphes 18 et 29 de cette résolution, on trouvera dans l'annexe II des renseignements sur les 27 enquêtes ou poursuites à l'encontre de fonctionnaires ou d'experts en mission qui ont été communiquées à l'Organisation pendant la période à l'examen et dont l'inclusion dans le présent rapport n'a pas été contestée par l'État concerné.

Utilisation éventuelle par les États exerçant leur compétence d'informations provenant des enquêtes menées par l'Organisation des Nations Unies

46. Au paragraphe 20 de sa résolution [70/134](#), l'Assemblée générale a prié l'Organisation, lorsque ses enquêtes sur des allégations donnent à penser qu'une infraction grave a pu être commise par un fonctionnaire ou expert en mission des Nations Unies, d'envisager toutes les mesures propres à permettre aux États de faire éventuellement usage des informations et pièces ainsi réunies aux fins des poursuites pénales qu'ils auraient engagées et ce, sans perdre de vue les droits de la défense. Dans le même sens, au paragraphe 22 de la résolution, elle a prié instamment l'Organisation de continuer à coopérer avec les États qui exercent leur compétence en vue de leur fournir, dans le respect des règles applicables du droit international et des accords régissant les activités de l'Organisation, les informations et pièces utiles aux fins des poursuites pénales qu'ils engagent

47. Il importe à cet égard de rappeler que le cadre juridique applicable aux renvois d'affaires par l'Organisation et au rôle du Secrétaire général à cet égard a déjà été exposé dans un rapport précédent du Secrétaire général sur la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies (voir [A/63/260](#), sect. IV).

48. L'Organisation des Nations Unies coopère avec les services chargés de l'application des lois et les autorités judiciaires des États Membres intéressés, conformément aux droits et obligations que lui reconnaissent la Charte des Nations Unies et la Convention du 13 février 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies, ainsi que les autres accords internationaux pertinents et principes juridiques applicables. À ce titre, elle communique les informations ou documents pertinents et lève l'immunité, au cas par cas, lorsque le Secrétaire général considère que celle-ci entraverait le cours de la justice et peut être levée sans que cela porte préjudice aux intérêts de l'Organisation. En conséquence, l'Organisation peut communiquer aux autorités compétentes les informations qu'elle a recueillies et les documents pertinents, ceux-ci pouvant être expurgés en cas de besoin, sous réserve des considérations de confidentialité et de privilèges et immunités. Il convient de noter qu'étant donné que l'Organisation des Nations Unies n'a pas compétence pour mener des enquêtes ou engager des poursuites pénales, l'utilisation qui peut être faite des informations ou documents communiqués par elle, de même que leur recevabilité aux fins d'une procédure en justice, sont des questions qui doivent être tranchées par les autorités judiciaires compétentes auxquelles ils ont été fournis.

Protection des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies contre des mesures de rétorsion

49. En ce qui concerne les informations demandées aux paragraphes 21 et 23 de la résolution [71/134](#), celles données dans les rapports précédents du Secrétaire général (voir [A/70/208](#), par. 34 et 35) sont toujours d'actualité.

VIII. Mesures concrètes visant à renforcer les modalités de formation préalable au déploiement et de vérification des antécédents

50. Grâce à l'appui des spécialistes de la déontologie et de la discipline présents dans les missions, tous les membres du personnel des Nations Unies déployés dans des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales ont continué d'être formés et sensibilisés à l'obligation qui leur incombe de respecter le Code de conduite des fonctionnaires des Nations Unies, notamment de se conformer aux lois du pays hôte, et aux éventuelles conséquences en matière de responsabilité

de tout manquement. Des formations préalables au déploiement ou en cours de mission leur ont entre autres été dispensées. En outre, un nouveau programme d'apprentissage en ligne consacré à l'exploitation et aux atteintes sexuelles, obligatoire pour l'ensemble du personnel, a été mis en place en 2016. Auparavant accessible sur une plate-forme interne du personnel de l'Organisation, il est à présent disponible sur le portail de l'École des cadres du système des Nations Unies à l'usage de l'ensemble du personnel déployé au service des Nations Unies, y compris ceux qui ne sont pas fonctionnaires. Il est en outre demandé aux États de certifier que les contingents et les effectifs de police déployés au service des Nations Unies dans le cadre d'une opération de maintien de la paix ou d'une mission politique spéciale ont suivi avant leur déploiement une formation déontologique et disciplinaire.

51. Le Département de l'appui aux missions a continué de coopérer avec d'autres sections du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et ses organismes, fonds et programmes à la mise en œuvre de mécanismes permettant d'échanger des renseignements à l'échelle du système lors de la vérification des antécédents. Les antécédents de tout le personnel déployé dans le cadre d'une opération de maintien de la paix ou d'une mission politique spéciale sont systématiquement vérifiés au regard des listes de personnes ayant commis une fautes lors de déploiements précédents dans des missions des Nations Unies

52. À des fins de transparence et de sensibilisation, au cours de la période à l'examen, le Département de l'appui aux missions a lancé un nouveau site web contenant des informations sur la déontologie et la discipline, les normes de conduite des Nations Unies et les procédures en vigueur en matière de répression des fautes, notamment lorsque celles-ci seraient constitutives d'infraction dans le droit interne de l'État concerné. Le site vise essentiellement trois objectifs: faire mieux comprendre la fonction déontologie et discipline; faire mieux connaître les activités liées à la déontologie et à la discipline; et rendre plus transparente et plus claire la présentation des données. L'accent est placé sur les démarches novatrices suivies par les missions en matière de déontologie et de discipline. Un formulaire en ligne permet par ailleurs de signaler les fautes directement sur le site.

Annex I

Additional information on the nature of the allegations and information received from States on all referrals since 1 July 2007

<i>Number</i>	<i>Referral year</i>	<i>Reporting period^a</i>	<i>United Nations entity</i>	<i>Type of crime(s)</i>	<i>Summary of allegations</i>	<i>Information received on status of investigation, prosecutorial/disciplinary action</i>	<i>Request for waiver of immunity of the individual(s) concerned?^c</i>	<i>Information received on jurisdictional or evidentiary obstacles to prosecution</i>	<i>Follow-up date(s)</i>
1	2008	2007-2008	UNMIL	Sexual exploitation and abuse	Alleged rape of a minor	No information received from Member State	No	No information received from Member State	None
2	2008	2007-2008	UNOPS	Corruption/fraud	Alleged procurement fraud through the execution of a bid-rigging scheme	No information received from Member State	No	No information received from Member State	None
3	2008	2007-2008	UNMIS	Sexual abuse	Alleged rape and physical assault of an adult	No information received from Member State	No	No information received from Member State	None
4	2009	2008-2009	UNMIT	Vehicular crime	Alleged driving while intoxicated resulting in one injury and one death	Investigation was initiated by Member State. No further information was received	Yes	No information received from Member State	None
5	2009	2008-2009	UNOCI	Counterfeiting	Alleged knowing possession of counterfeit currency and making of verbal threats	No information received from Member State	No	No information received from Member State	None
6	2009	2008-2009	UNHCR	Corruption/fraud	Alleged embezzlement by using a fraudulent check to withdraw funds from a United Nations bank account	No information received from Member State	No	No information received from Member State	None
7	2009	2008-2009	UNFPA	Corruption/fraud	Alleged embezzlement of United Nations funds	No information received from	No	No information received from	None

<i>Number</i>	<i>Referral year</i>	<i>Reporting period^d</i>	<i>United Nations entity</i>	<i>Type of crime(s)</i>	<i>Summary of allegations</i>	<i>Information received on status of investigation, prosecutorial/disciplinary action</i>	<i>Request for waiver of immunity of the individual(s) concerned?^e</i>	<i>Information received on jurisdictional or evidentiary obstacles to prosecution</i>	<i>Follow-up date(s)</i>
					through the fraudulent disbursement of salary payments to a private account	Member State		Member State	
8	2009	2008-2009	UNOPS	Corruption/fraud	Alleged embezzlement and fraudulent use of funds designated for donor-funded projects	Investigation initiated by Member State	No	No information received from Member State	None
9	2009	2009-2010	MONUC	Smuggling	Alleged illicit purchase and smuggling of uncut diamonds	No information received from Member State	No	No information received from Member State	None
10	2010	2009-2010	Secretariat	Theft/firearms violation	Alleged theft of a United Nations firearm and violation of a firearms possession law	No information received from Member State	No	No information received from Member State	None
11	2010	2009-2010	Secretariat	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for United Nations rental subsidy allowances	No information received from Member State	No	No information received from Member State	2 March 2012
12	2010	2009-2010	UNIFEM	Corruption/fraud	Alleged embezzlement through the fraudulent diversion of United Nations project assets to private accounts	Investigation and prosecution of non-United Nations personnel connected to case initiated by Member State	No	No information received from Member State	United Nations informed of action taken by Member State
13	2010	2009-2010	Secretariat	Entitlement fraud/visa fraud	Alleged submission of fraudulent applications for visas and dependency entitlements	No information received from Member State	No	No information received from Member State	6 December 2011 Response received from Member State

<i>Number</i>	<i>Referral year</i>	<i>Reporting period^d</i>	<i>United Nations entity</i>	<i>Type of crime(s)</i>	<i>Summary of allegations</i>	<i>Information received on status of investigation, prosecutorial/disciplinary action</i>	<i>Request for waiver of immunity of the individual(s) concerned?^e</i>	<i>Information received on jurisdictional or evidentiary obstacles to prosecution</i>	<i>Follow-up date(s)</i>
									acknowledging receipt of referral and/or seeking further information
14	2010	2010-2011	MONUC	Sexual exploitation and abuse	Alleged sexual exploitation and abuse of a minor	No information received from Member State	No	No information received from Member State	2 March 2012
15	2010	2010-2011	UNDP	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical reimbursement to a United Nations health insurance provider	Investigation initiated by Member State	No	No information received from Member State	United Nations informed of action taken by Member State
16	2010	2010-2011	UNOCI	Physical assault/ firearms violation	Alleged physical assault and unlawful brandishing of a firearm	No information received from Member State	No	No information received from Member State	None
17	2010	2010-2011	UNMIT	Theft/fraud	Alleged fraudulent transfer of funds to a private account using wire transfer	No information received from Member State	No	No information received from Member State	14 October 2011
18	2010	2010-2011	MINUSTAH	Sexual exploitation and abuse/ physical assault	Alleged sexual exploitation and abuse of a minor; alleged physical assault of a minor	Disciplined by Member State's police. Criminal case was dismissed by national authorities	No	No information received from Member State	14 October 2011
19	2010	2010-2011	UNFPA	Theft	Alleged theft of United Nations fuel	No information received from Member State	No	No information received from Member State	14 October 2011

<i>Number</i>	<i>Referral year</i>	<i>Reporting period^d</i>	<i>United Nations entity</i>	<i>Type of crime(s)</i>	<i>Summary of allegations</i>	<i>Information received on status of investigation, prosecutorial/disciplinary action</i>	<i>Request for waiver of immunity of the individual(s) concerned?^e</i>	<i>Information received on jurisdictional or evidentiary obstacles to prosecution</i>	<i>Follow-up date(s)</i>
20	2011	2010-2011	UNDP	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical reimbursement to a United Nations health insurance provider	No information received from Member State	No	No information received from Member State	United Nations informed of action taken by Member State
21	2011	2010-2011	UNMIL	Corruption/fraud	Alleged solicitation and acceptance of bribery payments	No information received from Member State	No	No information received from Member State	14 October 2011
22	2011	2011-2012	UNAMI	Entitlement fraud	Alleged submission of fraudulent claims for reimbursement of education expenses	No information received from Member State	No	No information received from Member State	3 January 2012
23	2011	2011-2012	UNOCI	Corruption/fraud	Alleged submission of fraudulent fuel invoices	No information received from Member State	No	No information received from Member State	24 July 2012
24	2012	2011-2012	UNICEF	Corruption/fraud	Alleged embezzlement of United Nations funds through the forgery of fraudulent payment vouchers	No information received from Member State	No	No information received from Member State	24 July 2012
25	2012	2011-2012	UNDP	Corruption/fraud	Alleged acceptance of bribery payments and manipulation of a procurement process	No information received from Member State	No	No information received from Member State	26 June 2012
26	2012	2011-2012	UNICEF	Corruption/fraud	Alleged embezzlement of United Nations funds through the fraudulent disbursement of salary payments	Investigation initiated by Member State	No	No information received from Member State	17 December 2012
27	2012	2011-2012	MINUSTAH	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical	No information received from	No	No information received from	19 December 2012

<i>Number</i>	<i>Referral year</i>	<i>Reporting period^d</i>	<i>United Nations entity</i>	<i>Type of crime(s)</i>	<i>Summary of allegations</i>	<i>Information received on status of investigation, prosecutorial/disciplinary action</i>	<i>Request for waiver of immunity of the individual(s) concerned?^e</i>	<i>Information received on jurisdictional or evidentiary obstacles to prosecution</i>	<i>Follow-up date(s)</i>
					reimbursement to a United Nations dental insurance provider	Member State		Member State	Response received from Member State acknowledging receipt of referral and/or seeking further information
28	2012	2011-2012	MINUSTAH	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical reimbursement to a United Nations dental insurance provider	No information received from Member State	No	No information received from Member State	19 December 2012 Response received from Member State acknowledging receipt of referral and/or seeking further information
29	2012	2011-2012	MINUSTAH	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical reimbursement to a United Nations dental insurance provider	No information received from Member State	No	No information received from Member State	19 December 2012 Response received from Member State acknowledging receipt of referral and/or seeking further information
30	2012	2011-2012	MINUSTAH	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical reimbursement to a United Nations dental	No information received from Member State	No	No information received from Member State	19 December 2012 Response received from

<i>Number</i>	<i>Referral year</i>	<i>Reporting period^d</i>	<i>United Nations entity</i>	<i>Type of crime(s)</i>	<i>Summary of allegations</i>	<i>Information received on status of investigation, prosecutorial/disciplinary action</i>	<i>Request for waiver of immunity of the individual(s) concerned?^e</i>	<i>Information received on jurisdictional or evidentiary obstacles to prosecution</i>	<i>Follow-up date(s)</i>
					insurance provider				Member State acknowledging receipt of referral and/or seeking further information
31	2012	2011-2012	WFP ^b	Corruption/fraud	Alleged embezzlement of United Nations funds through the fraudulent disbursement of salary payments	No information received from Member State	No	No information received from Member State	20 December 2012
32	2012	2012-2013	MINUSTAH	Distribution of child pornography	Alleged distribution of pornographic images of a minor using a United Nations computer and email account	Investigation initiated by Member State	No	No information received from Member State.	United Nations informed of action taken by Member State
33	2012	2012-2013	UNEP	Corruption/fraud	Alleged embezzlement of United Nations funds through the fraudulent diversion of vendor payments	No information received from Member State	No	No information received from Member State	United Nations fully recovered its losses
34	2012	2012-2013	UNDP	Corruption/fraud	Alleged embezzlement of United Nations funds through the fraudulent disbursement of payments to private accounts	No information received from Member State	No	No information received from Member State	7 January 2013
35	2012	2012-2013	UNDP	Corruption/fraud	Alleged embezzlement of United Nations funds through the fraudulent disbursement of payments to private accounts	No information received from Member State	No	No information received from Member State	7 January 2013

<i>Number</i>	<i>Referral year</i>	<i>Reporting period^d</i>	<i>United Nations entity</i>	<i>Type of crime(s)</i>	<i>Summary of allegations</i>	<i>Information received on status of investigation, prosecutorial/disciplinary action</i>	<i>Request for waiver of immunity of the individual(s) concerned?^e</i>	<i>Information received on jurisdictional or evidentiary obstacles to prosecution</i>	<i>Follow-up date(s)</i>
36	2012	2012-2013	UNDP	Corruption/fraud	Alleged embezzlement of United Nations funds through the fraudulent disbursement of payments to private accounts	No information received from Member State	No	No information received from Member State	7 January 2013
37	2012	2012-2013	MINUSTAH	Corruption/fraud	Alleged solicitation and acceptance of bribery payments from individuals seeking United Nations employment	Investigation initiated by Member State	No	No information received from Member State	United Nations informed of action taken by Member State
38	2013	2012-2013	UNMIK	Entitlement fraud	Alleged submission of fraudulent claims to the United Nations for reimbursement of education expenses	Member State considered matter and confirmed it would not pursue it	No	No information received from Member State	18 April 2013
39	2013	2012-2013	UNDP	Physical assault	Alleged physical assault of an adult	No information received from Member State	No	No information received from Member State	18 April 2013
40	2013	2012-2013	UNRWA	Corruption/fraud	Alleged procurement fraud and receipt of bribery payments	Investigation initiated by Member State	No	No information received from Member State	18 April 2013
41	2013	2013-2014	Secretariat	Attempted solicitation of minors	Attempted solicitation of minors using United Nations information technology and communication resources	No information received from Member State	No	No information received from Member State	Feedback received from Member State
42	2013	2013-2014	UNEP	Corruption/fraud	Alleged fraudulent solicitation and diversion of donor funds to a private company	No information received from Member State	No	No information received from Member State	21 August 2014

<i>Number</i>	<i>Referral year</i>	<i>Reporting period^d</i>	<i>United Nations entity</i>	<i>Type of crime(s)</i>	<i>Summary of allegations</i>	<i>Information received on status of investigation, prosecutorial/disciplinary action</i>	<i>Request for waiver of immunity of the individual(s) concerned?^e</i>	<i>Information received on jurisdictional or evidentiary obstacles to prosecution</i>	<i>Follow-up date(s)</i>
43	2013	2013-2014	UNMIL	Theft	Alleged theft of United Nations tires	No information received from Member State	No	No information received from Member State	15 January 2014
44	2013	2013-2014	UNDP	Corruption/fraud	Alleged embezzlement through the fraudulent disbursement of UNDP assets to a private account	No information received from Member State	No	No information received from Member State	4 April 2014 Response received from Member State acknowledging receipt of referral and/or seeking further information
45	2013	2013-2014	UNSOA	Corruption/fraud	Alleged embezzlement through the fraudulent disbursement of United Nations assets to a private account	No information received from Member State	No	No information received from Member State	21 August 2014
46	2014	2013-2014	UNEP	Corruption/fraud	Alleged fraudulent solicitation and diversion of donor funds to a private company	No information received from Member State	No	No information received from Member State	21 August 2014
47	2014	2013-2014	Secretariat	Corruption/fraud	Alleged embezzlement of United Nations funds by forging documents to direct expenditure payments to private accounts	No information received from Member State	No	No information received from Member State	21 August 2014
48	2014	2013-2014	UNEP	Corruption/fraud	Alleged solicitation and receipt of undue financial and other benefits from donors	No information received from Member State	No	No information received from Member State	21 August 2014
49	2014	2013-2014	UNDP	Entitlement	Alleged submission of	No information	No	No information	10 September

<i>Number</i>	<i>Referral year</i>	<i>Reporting period^d</i>	<i>United Nations entity</i>	<i>Type of crime(s)</i>	<i>Summary of allegations</i>	<i>Information received on status of investigation, prosecutorial/disciplinary action</i>	<i>Request for waiver of immunity of the individual(s) concerned?^e</i>	<i>Information received on jurisdictional or evidentiary obstacles to prosecution</i>	<i>Follow-up date(s)</i>
				fraud	false claims for medical reimbursement to a United Nations health insurance provider	received from Member State		received from Member State	2014
50	2014	2013-2014	UNOCI	Distribution of child pornography	Alleged distribution of pornographic images of a minor using a United Nations computer and email account	No information received from Member State	No	No information received from Member State	3 October 2014
51	2014	2013-2014	UNOCI	Distribution of child pornography	Alleged distribution of pornographic images of a minor using a United Nations computer and email account	No information received from Member State	No	No information received from Member State	3 October 2014
52	2014	2013-2014	UNOCI	Distribution of child pornography	Alleged distribution of pornographic images of a minor using a United Nations computer and email account	No information received from Member State	No	No information received from Member State	3 October 2014
53	2014	2013-2014	UNOCI	Distribution of child pornography	Alleged distribution of pornographic images of a minor using a United Nations computer and email account	No information received from Member State	No	No information received from Member State	3 October 2014
54	2014	2014-2015	UNDP	Corruption/fraud	Alleged solicitation of bribery payments in exchange for confidential information	Investigation initiated by Member State	No	No information received from Member State	United Nations informed of action taken by Member State
55	2014	2014-2015	UNDP	Corruption/fraud	Alleged solicitation of bribery payments from United Nations partners	Investigation initiated by Member State	No	No information received from Member State	United Nations informed of

<i>Number</i>	<i>Referral year</i>	<i>Reporting period^d</i>	<i>United Nations entity</i>	<i>Type of crime(s)</i>	<i>Summary of allegations</i>	<i>Information received on status of investigation, prosecutorial/disciplinary action</i>	<i>Request for waiver of immunity of the individual(s) concerned?^e</i>	<i>Information received on jurisdictional or evidentiary obstacles to prosecution</i>	<i>Follow-up date(s)</i>
									action taken by Member State
56	2014	2014-2015	UNDP	Corruption/fraud	Alleged embezzlement through the fraudulent diversion of UNDP assets to a private account	Investigation initiated by Member State	No	No information received from Member State	United Nations informed of action taken by Member State
57	2014	2014-2015	UNMISS	Corruption/fraud	Alleged procurement fraud by posing as a United Nations procurement officer	No information received from Member State	No	No information received from Member State	16 December 2014
58	2014	2014-2015	UNHCR	Corruption/fraud	Alleged embezzlement of United Nations funds by cashing fraudulent checks and preparing irregular financial transactions	No information received from Member State	No	No information received from Member State	28 June 2017
59	2014	2014-2015	UNHCR	Corruption/fraud	Alleged embezzlement through the fraudulent diversion of United Nations funds to a private account	No information received from Member State	No	No information received from Member State	8 September 2015
60	2014	2014-2015	UNOPS	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical reimbursement to a United Nations health insurance provider	No information received from Member State	No	No information received from Member State	23 March 2015
61	2014	2014-2015	MINUSTAH	Entitlement fraud	Alleged submission of fraudulent claims to the United Nations for reimbursement of education expenses	No information received from Member State	No	No information received from Member State	United Nations fully recovered its losses

<i>Number</i>	<i>Referral year</i>	<i>Reporting period^d</i>	<i>United Nations entity</i>	<i>Type of crime(s)</i>	<i>Summary of allegations</i>	<i>Information received on status of investigation, prosecutorial/disciplinary action</i>	<i>Request for waiver of immunity of the individual(s) concerned?^e</i>	<i>Information received on jurisdictional or evidentiary obstacles to prosecution</i>	<i>Follow-up date(s)</i>
62	2015	2014-2015	MONUSCO	Sexual exploitation and abuse	Alleged rape of a minor	No information received from Member State	No	No information received from Member State	13 May 2015
63	2015	2014-2015	UNHCR	Corruption/fraud	Alleged embezzlement of United Nations funds the fraudulent endorsement and cashing of checks payable to staff members	No information received from Member State	No	No information received from Member State	Response received from Member State acknowledging receipt of referral and/or seeking further information
64	2015	2014-2015	UNMISS	Corruption/fraud	Alleged embezzlement of United Nations funds through the fraudulent disbursement of salary payments	No information received from Member State	No	No information received from Member State	2 June 2015
65	2015	2014-2015	UNMISS	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical reimbursement to a United Nations health insurance provider	No information received from Member State	No	No information received from Member State	4 June 2015
66	2015	2014-2015	UNOCI	Distribution of child pornography	Alleged distribution of pornographic images of a minor using a United Nations computer and email account	No information received from Member State	No	No information received from Member State	18 February 2016
67	2015	2014-2015	UNOCI	Distribution of child pornography	Alleged distribution of pornographic images of a minor using a United Nations computer and email account	No information received from Member State	No	No information received from Member State	17 February 2016
68	2015	2014-2015	UNHCR	Corruption/	Alleged embezzlement of	Criminal	No	No information	United

<i>Number</i>	<i>Referral year</i>	<i>Reporting period^d</i>	<i>United Nations entity</i>	<i>Type of crime(s)</i>	<i>Summary of allegations</i>	<i>Information received on status of investigation, prosecutorial/disciplinary action</i>	<i>Request for waiver of immunity of the individual(s) concerned?^e</i>	<i>Information received on jurisdictional or evidentiary obstacles to prosecution</i>	<i>Follow-up date(s)</i>
				fraud	United Nations funds through the fraudulent withdrawal of vendor-designated assets	proceedings initiated by Member State		received from Member State	Nations informed of action taken by Member State
69	2015	2014-2015	MONUSCO	Sexual exploitation and abuse	Alleged sexual exploitation and abuse of a minor	Criminal proceedings initiated by Member State. Disciplinary action resulted in sanction of reduction in rank. United Nations informed Member State that it does not consider sanction commensurate with act	No	No information received from Member State	14 June 2016
70	2015	2014-2015	UNHCR	Corruption/fraud	Alleged embezzlement by using a fraudulent check to withdraw funds from a United Nations bank account	No information received from Member State	No	No information received from Member State	Response received from Member State acknowledging receipt of referral and/or seeking further information
71	2015	2015-2016	UNFPA	Corruption/fraud	Alleged procurement fraud by providing confidential information	No information received from Member State	No	No information received from Member State	17 February 2016 Response received from

<i>Number</i>	<i>Referral year</i>	<i>Reporting period^d</i>	<i>United Nations entity</i>	<i>Type of crime(s)</i>	<i>Summary of allegations</i>	<i>Information received on status of investigation, prosecutorial/disciplinary action</i>	<i>Request for waiver of immunity of the individual(s) concerned?^e</i>	<i>Information received on jurisdictional or evidentiary obstacles to prosecution</i>	<i>Follow-up date(s)</i>
					to a potential vendor				Member State acknowledging receipt of referral and/or seeking further information
72	2015	2015-2016	UNDP	Corruption	Alleged solicitation of illicit payments from UNDP vendors	No information received from Member State	No	No information received from Member State	13 June 2016
73	2015	2015-2016	UNSOA	Corruption/fraud	Alleged solicitation and acceptance of bribery payments	No information received from Member State	No	No information received from Member State	14 January 2016 20 May 2016 28 December 2016
74	2015	2015-2016	MONUSCO	Corruption/fraud	Alleged procurement fraud by forging and presenting fraudulent purchase orders to potential vendors	No information received from Member State	No	No information received from Member State	18 February 2016 16 May 2016 21 November 2016
75	2015	2015-2016	Secretariat	Corruption/fraud	Alleged embezzlement of United Nations funds by generating fraudulent payments to private accounts	No information received from Member State	No	No information received from Member State	17 February 2016 13 June 2016 1 February 2017
76	2015	2015-2016	UNAMID	Sexual exploitation and abuse/physical assault	Alleged sexual and physical assault of an adult	No information received from Member State	No	No information received from Member State	23 February 2016 28 September 2016 30 January 2017
77	2015	2015-2016	UNMIL	Sexual exploitation	Alleged sexual exploitation and abuse of	No information received from	No	No information received from	24 March 2016

<i>Number</i>	<i>Referral year</i>	<i>Reporting period^d</i>	<i>United Nations entity</i>	<i>Type of crime(s)</i>	<i>Summary of allegations</i>	<i>Information received on status of investigation, prosecutorial/disciplinary action</i>	<i>Request for waiver of immunity of the individual(s) concerned?^e</i>	<i>Information received on jurisdictional or evidentiary obstacles to prosecution</i>	<i>Follow-up date(s)</i>
				and abuse	a minor	Member State		Member State	28 September 2016 1 January 2017
78	2016	2015-2016	Secretariat	Corruption/fraud/sexual exploitation and abuse	Alleged solicitation and acceptance of bribery payments and soliciting sexual favours; alleged sexual assault of an adult	No information received from Member State	No	No information received from Member State	20 April 2016 4 August 2016 1 February 2017
79	2016	2015-2016	UNDP	Corruption/fraud	Alleged solicitation and acceptance of bribery payments	No information received from Member State	No	No information received from Member State	20 April 2016 4 August 2016 1 February 2017
80	2016	2015-2016	UNEP	Physical assault	Alleged physical assault of an adult	Investigation initiated by Member State	No	No information received from Member State	United Nations informed of action taken by Member State
81	2016	2015-2016	UNMIL	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical reimbursement to a United Nations health insurance provider	No information received from Member State	No	No information received from Member State	13 June 2016 28 September 2016 23 March 2017
82	2016	2015-2016	UNAMID	Physical assault	Alleged physical assault of an adult	National authorities aware of allegations	No	No information received from Member State	13 June 2016 Response received from Member State acknowledging receipt of referral and/or seeking further

<i>Number</i>	<i>Referral year</i>	<i>Reporting period^d</i>	<i>United Nations entity</i>	<i>Type of crime(s)</i>	<i>Summary of allegations</i>	<i>Information received on status of investigation, prosecutorial/disciplinary action</i>	<i>Request for waiver of immunity of the individual(s) concerned?^e</i>	<i>Information received on jurisdictional or evidentiary obstacles to prosecution</i>	<i>Follow-up date(s) information</i>
83	2016	2015-2016	UNDP	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical reimbursement to a United Nations health insurance provider	No information received from Member State	No	No information received from Member State	8 July 2016 21 November 2016 28 February 2017
84	2016	2015-2016	MINUSTAH	Corruption/fraud	Alleged solicitation and acceptance of bribery payments	No information received from Member State	No	No information received from Member State	Response received from Member State acknowledging receipt of referral and/or seeking further information
85	2016	2015-2016	Secretariat	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical reimbursement to a United Nations health insurance provider	Investigation initiated by Member State	No	No information received from Member State	United Nations informed of action taken by Member State
86	2016	2015-2016	MINUSTAH	Theft	Alleged theft of United Nations fuel	No information received from Member State	No	No information received from Member State	4 August 2016 28 December 2016 27 April 2017 Response received from Member State acknowledging receipt of referral and/or seeking further information
87	2016	2015-2016	UNMIL	Entitlement	Alleged submission of false claims for medical	No information received from	No	No information received from	28 September 2016

<i>Number</i>	<i>Referral year</i>	<i>Reporting period^d</i>	<i>United Nations entity</i>	<i>Type of crime(s)</i>	<i>Summary of allegations</i>	<i>Information received on status of investigation, prosecutorial/disciplinary action</i>	<i>Request for waiver of immunity of the individual(s) concerned?^e</i>	<i>Information received on jurisdictional or evidentiary obstacles to prosecution</i>	<i>Follow-up date(s)</i>
				fraud	reimbursement to a United Nations health insurance provider	Member State		Member State	28 December 2016
88	2016	2015-2016	Secretariat	Corruption/fraud	Alleged solicitation and acceptance of bribery payments from an individual seeking United Nations employment	No information received from Member State	No	No information received from Member State	21 November 2016 28 February 2017
89	2016	2015-2016	Secretariat	Sexual exploitation and abuse	Alleged sexual abuse of an adult	Investigation initiated by Member State	No	No information received from Member State	United Nations informed of action taken by Member State
90	2016	2016-2017	UNMIL	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical reimbursement to a United Nations health insurance provider	No information received from Member State	No	No information received from Member State	21 November 2016 28 February 2017
91	2016	2016-2017	MINUSTAH	Theft	Alleged theft of prefabricated buildings	No information received from Member State	No	No information received from Member State	21 November 2016 Response received from Member State acknowledging receipt of referral and/or seeking further information
92	2016	2016-2017	UNOCI	Corruption/fraud and theft	Alleged solicitation of bribes from individuals seeking United Nations employment; alleged use of fraudulent passes to	No information received from Member State	No	No information received from Member State	28 December 2016 23 March 2017

<i>Number</i>	<i>Referral year</i>	<i>Reporting period^d</i>	<i>United Nations entity</i>	<i>Type of crime(s)</i>	<i>Summary of allegations</i>	<i>Information received on status of investigation, prosecutorial/disciplinary action</i>	<i>Request for waiver of immunity of the individual(s) concerned?^e</i>	<i>Information received on jurisdictional or evidentiary obstacles to prosecution</i>	<i>Follow-up date(s)</i>
					steal buckets of paint				
93	2016	2016-2017	Secretariat	Entitlement fraud	Alleged submission of fraudulent documents in support of claims for education grant	No information received from Member State	No	No information received from Member State	28 December 2016 23 March 2017
94	2016	2016-2017	UNDP	Entitlement fraud	Alleged entitlements fraud, misrepresentation, forgery and false certification and misuse of UNDP resources	Investigation initiated by Member State	No	No information received from Member State	1 February 2017 31 May 2017
95	2016	2016-2017	UNMISS	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical reimbursement to a United Nations health insurance provider	No information received from Member State	No	No information received from Member State	1 February 2017 31 May 2017
96	2016	2016-2017	UNMISS	Theft	Alleged theft of United Nations air conditioning units	No information received from Member State	No	No information received from Member State	1 February 2017 31 May 2017
97	2016	2016-2017	UNIMSS	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical reimbursement to a United Nations health insurance provider	No information received from Member State	No	No information received from Member State	1 February 2017 31 May 2017
98	2016	2016-2017	MONUSCO	Corruption/fraud	Alleged fraudulent solicitation of funds for visas; alleged fraudulent misrepresentation of authority to sell United Nations vehicle	No information received from Member State	No	No information received from Member State	28 February 2017 31 May 2017
99	2016	2016-2017	UNHCR	Corruption/fraud	Alleged fraudulent acquisition and use of a diplomatic identity card to purchase a personal	No information received from Member State	No	No information received from Member State	28 February 2017 31 May 2017

<i>Number</i>	<i>Referral year</i>	<i>Reporting period^d</i>	<i>United Nations entity</i>	<i>Type of crime(s)</i>	<i>Summary of allegations</i>	<i>Information received on status of investigation, prosecutorial/disciplinary action</i>	<i>Request for waiver of immunity of the individual(s) concerned?^e</i>	<i>Information received on jurisdictional or evidentiary obstacles to prosecution</i>	<i>Follow-up date(s)</i>
					vehicle in Pakistan				
100	2016	2016-2017	UNHCR	Corruption/fraud	Alleged fraudulent acquisition and use of a diplomatic identity card to purchase a personal vehicle in Pakistan	No information received from Member State	No	No information received from Member State	28 February 2017 31 May 2017
101	2016	2016-2017	UNHCR	Corruption/fraud	Alleged fraudulent request and receipt of cash payments from a bank in connection with UNHCR currency conversion transactions	No information received from Member State	No	No information received from Member State	28 February 2017 31 May 2017
102	2016	2016-2017	MONUSCO	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical reimbursement to a United Nations health insurance provider	No information received from Member State	No	No information received from Member State	23 March 2017
103	2016	2016-2017	UNFPA	Corruption/fraud	Alleged collusion with two companies to submit fraudulent procurement documents and manipulate the award of UNFPA contracts	No information received from Member State	No	No information received from Member State	23 March 2017
104	2016	2016-2017	OHCHR	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical reimbursement to a United Nations health insurance provider	No information received from Member State	No	No information received from Member State	Response received from Member State acknowledging receipt of referral and/or seeking further information
105	2017	2016-2017	Secretariat	Entitlement fraud	Alleged submission of fraudulent claims for	No information received from	No	No information received from	26 April 2017 Response

<i>Number</i>	<i>Referral year</i>	<i>Reporting period^d</i>	<i>United Nations entity</i>	<i>Type of crime(s)</i>	<i>Summary of allegations</i>	<i>Information received on status of investigation, prosecutorial/disciplinary action</i>	<i>Request for waiver of immunity of the individual(s) concerned?^e</i>	<i>Information received on jurisdictional or evidentiary obstacles to prosecution</i>	<i>Follow-up date(s)</i>
					reimbursement of education expenses	Member State		Member State	received from Member State acknowledging receipt of referral and/or seeking further information
106	2017	2016-2017	UNMISS	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical reimbursement to a United Nations health insurance provider	No information received from Member State	No	No information received from Member State	27 April 2017
107	2017	2016-2017	UNOG	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical reimbursement to a United Nations health insurance provider	Investigation initiated by Member State	No	No information received from Member State	United Nations informed of action taken by Member State
108	2017	2016-2017	UN-Women	Entitlement fraud	Alleged submission of forged documents in support of an entitlement claim	Investigation initiated by Member State	No	No information received from Member State	United Nations informed of action taken by Member State
109	2017	2016-2017	UNDP	Sexual exploitation and abuse	Alleged sexual abuse of adults	Investigation initiated by Member State	No	No information received from Member State	United Nations informed of action taken by Member State
110	2017	2016-2017	MONUSCO	Corruption/fraud	Alleged fraudulent fabrication of United Nations documents to purchase vehicle	No information received from Member State	No	No information received from Member State	31 May 2017

<i>Number</i>	<i>Referral year</i>	<i>Reporting period^d</i>	<i>United Nations entity</i>	<i>Type of crime(s)</i>	<i>Summary of allegations</i>	<i>Information received on status of investigation, prosecutorial/disciplinary action</i>	<i>Request for waiver of immunity of the individual(s) concerned?^e</i>	<i>Information received on jurisdictional or evidentiary obstacles to prosecution</i>	<i>Follow-up date(s)</i>
					batteries, tires and stationery				
111	2017	2016-2017	MONUSCO	Sexual exploitation and abuse	Alleged sexual abuse of a minor	No information received from Member State	No	No information received from Member State	31 May 2017
112	2017	2016-2017	UNHCR	Corruption/fraud	Alleged fraud and corruption connected to the issuance of humanitarian services to refugees	Investigation initiated by Member State	No	No information received from Member State	United Nations informed of action taken by Member State
113	2017	2016-2017	UNDP	Corruption/fraud	Alleged solicitation of illicit payments from UNDP vendors	No information received from Member State	No	No information received from Member State	31 May 2017
114	2017	2016-2017	UNMISS	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical reimbursement to a United Nations health insurance provider	No information received from Member State	No	No information received from Member State	3 months from referral date not yet lapsed
115	2017	2016-2017	UNMISS	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical reimbursement to a United Nations health insurance provider	No information received from Member State	No	No information received from Member State	3 months from referral date not yet lapsed
116	2017	2016-2017	UNMISS	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical reimbursement to a United Nations health insurance provider	No information received from Member State	No	No information received from Member State	3 months from referral date not yet lapsed
117	2017	2016-2017	UNAMA	Entitlement fraud	Alleged submission of fraudulent claims for reimbursement of	No information received from Member State	No	No information received from Member State	3 months from referral date not yet

<i>Number</i>	<i>Referral year</i>	<i>Reporting period^d</i>	<i>United Nations entity</i>	<i>Type of crime(s)</i>	<i>Summary of allegations</i>	<i>Information received on status of investigation, prosecutorial/disciplinary action</i>	<i>Request for waiver of immunity of the individual(s) concerned?^e</i>	<i>Information received on jurisdictional or evidentiary obstacles to prosecution</i>	<i>Follow-up date(s)</i>
					education expenses				lapsed
118	2017	2016-2017	UNMISS	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical reimbursement to a United Nations health insurance provider	No information received from Member State	No	No information received from Member State	3 months from referral date not yet lapsed
119	2017	2016-2017	UNMISS	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical reimbursement to a United Nations health insurance provider	No information received from Member State	No	No information received from Member State	3 months from referral date not yet lapsed
120	2017	2016-2017	UNMISS	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical reimbursement to a United Nations health insurance provider	No information received from Member State	No	No information received from Member State	3 months from referral date not yet lapsed
121	2017	2016-2017	MINUSTAH	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical reimbursement to a United Nations health insurance provider	No information received from Member State	No	No information received from Member State	Response received from Member State acknowledging receipt of referral and/or seeking further information
122	2017	2016-2017	UNON	Assault	Alleged assault of an individual and threats with service firearm	No information received from Member State	No	No information received from Member State	3 months from referral date not yet lapsed
123	2017	2016-2017	UNDP	Corruption/fraud	Alleged theft and embezzlement of United Nations funds	Investigation initiated by Member State	No	No information received from Member State	United Nations informed of action taken by Member

<i>Number</i>	<i>Referral year</i>	<i>Reporting period^a</i>	<i>United Nations entity</i>	<i>Type of crime(s)</i>	<i>Summary of allegations</i>	<i>Information received on status of investigation, prosecutorial/disciplinary action</i>	<i>Request for waiver of immunity of the individual(s) concerned?^c</i>	<i>Information received on jurisdictional or evidentiary obstacles to prosecution</i>	<i>Follow-up date(s)</i>
									State
124	2017	2016-2017	UNHCR	Corruption/fraud	Alleged submission of fraudulent travel invoices and embezzlement of funds	No information received from Member State	No	No information received from Member State	3 months from referral date not yet lapsed

Abbreviations : MINUSTAH, United Nations Stabilization Mission in Haiti; MONUC, United Nations Organization Mission in the Democratic Republic of the Congo; MONUSCO, United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of the Congo; OHCHR, Office of the High Commissioner for Human Rights; UNAMA, United Nations Assistance Mission in Afghanistan; UNAMI, United Nations Assistance Mission for Iraq; UNAMID, African Union-United Nations Hybrid Operation in Darfur; UNDP, United Nations Development Programme; UNEP, United Nations Environment Programme; UNFPA, United Nations Population Fund; UNHCR, Office of the United Nations High Commissioner for Refugees; UNICEF, United Nations Children's Fund; UNIFEM, United Nations Development Fund for Women; UNMIK, United Nations Interim Administration Mission in Kosovo; UNMIL, United Nations Mission in Liberia; UNMIS, United Nations Mission in the Sudan; UNMISS, United Nations Mission in South Sudan; UNMIT, United Nations Integrated Mission in Timor-Leste; UNOCI, United Nations Operation in Côte d'Ivoire; UNOG, United Nations Office at Geneva; UNON, United Nations Office at Nairobi; UNOPS, United Nations Office for Project Services; UNRWA, United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East; UNSOA, United Nations Support Office for the African Union Mission in Somalia; UN-Women, United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women; WFP, World Food Programme.

^a Reporting periods run from 1 July through 30 June.

^b In consultation with the World Food Programme.

^c A formal determination of whether immunities apply in any given case is undertaken after a request for a waiver has been received from the Member State concerned. For information on United Nations practice in this regard, please refer to the report of the Secretary-General contained in document [A/63/331](#).

Annex II

Notifications received from States with respect to investigations or prosecutions of crimes allegedly committed by United Nations officials or experts on mission since 1 July 2016

<i>Number^a</i>	<i>Reporting period</i>	<i>United Nations entity</i>	<i>Type of crime</i>	<i>Summary of allegations</i>	<i>Information received on status of investigation, prosecutorial, or disciplinary action</i>	<i>Request for waiver of immunity of the individual(s) concerned?^b</i>	<i>Information received on jurisdictional or evidentiary obstacles to prosecution</i>
1	2016-2017	UN-Habitat	Sexual exploitation and abuse	Alleged sexual exploitation and abuse of minors	Case ongoing	Yes	No information received
2	2016-2017	ICTR	Death threat	Alleged written death threats	Case ongoing	No	No information received
3	2016-2017	UNOG	Entitlement fraud	Alleged submission of false claims for medical reimbursement to a United Nations health insurance provider	Case ongoing	No	No information received
4	2016-2017	MINUSCA/ UNIFIL	Unknown	Unknown	Case ongoing	No	No information received
5	2016-2017	MINUSTAH	Theft /gang activities/firearms violation	Alleged association with gang involved in the theft of vehicles, and violation of a firearms possession law	Case ongoing	Yes	No information received
6	2016-2017	MONUSCO	Fraud	Alleged fraudulent sale of property and issuance of bounced cheques	Case ongoing	Yes	No information received
7	2016-2017	MONUSCO	Trafficking of endangered species	Alleged trafficking of endangered species (ivory)	Convicted and sentenced	Yes	No information received
8	2016-2017	United Nations Mission in Colombia	Sexual exploitation and abuse	Alleged sexual harassment of adult who rejected solicitation of sexual favours	Case ongoing	Yes	No information received
9	2016-2017	United Nations Mission in Colombia	Threat of physical assault	Alleged threats made against adult upon termination of their relationship	Case ongoing	Yes	No information received
10	2016-2017	UNIOGBIS	Sexual exploitation and abuse	Alleged sexual assault and rape of minor	Case ongoing	No	No information received

<i>Number^a</i>	<i>Reporting period</i>	<i>United Nations entity</i>	<i>Type of crime</i>	<i>Summary of allegations</i>	<i>Information received on status of investigation, prosecutorial, or disciplinary action</i>	<i>Request for waiver of immunity of the individual(s) concerned?^b</i>	<i>Information received on jurisdictional or evidentiary obstacles to prosecution</i>
11	2016-2017	UNMIL	Theft/fraud	Alleged theft of monies and fraud arising out of non-payment of debts	Case ongoing	Yes	No information received
12	2016-2017	UNMIL	Non-payment of debt	Alleged non-payment of maintenance and child support	Claim dropped by complainant	No	No information received
13	2016-2017	UNMIL	Non-payment of debt	Alleged paternity dispute and non-payment of maintenance and child support	No information received	No	No information received
14	2016-2017	UNMIL	Non-payment of debt	Alleged non-payment of maintenance and child support	No information received	No	No information received
15	2016-2017	UNMISS	Sedition	Alleged subversive activities involving the provision of support to opposition forces	Charges dropped	No	No information received
16	2016-2017	UNMISS	Vehicular crime	Alleged road traffic accident	Case ongoing	No	No information received
17	2016-2017	UNMISS	Adultery	Alleged extramarital affair	Fine paid	No	No information received
18	2016-2017	UNAMA	Vehicular crime	Alleged road traffic accident resulting in vehicular manslaughter	Convicted and sentenced	No	No information received
19	2016-2017	Department of Safety and Security	Sexual exploitation and abuse	Alleged sexual abuse of minor	Case ongoing	Yes	No information received
20	2016-2017	MICT	Sexual exploitation and abuse	Alleged sexual abuse of minors	Case ongoing	No	No information received
21	2016-2017	UNFCCC	Sexual exploitation and abuse	Alleged rape of an adult	Convicted and sentenced	No	No information received
22	2016-2017	UNOG	Vehicular crime	Alleged speeding	Case ongoing	Yes	No information received
23	2016-2017	OCHA	Vehicular crime	Alleged failure to respect pedestrian right of way and driving without a proper license	Case ongoing	Yes	No information received

<i>Number^a</i>	<i>Reporting period</i>	<i>United Nations entity</i>	<i>Type of crime</i>	<i>Summary of allegations</i>	<i>Information received on status of investigation, prosecutorial, or disciplinary action</i>	<i>Request for waiver of immunity of the individual(s) concerned?^b</i>	<i>Information received on jurisdictional or evidentiary obstacles to prosecution</i>
24	2016-2017	UNITAR	Vehicular crime	Alleged failure to respect right of way at intersection	Case ongoing	Yes	No information received
25	2016-2017	UNICEF	Vehicular crime	Alleged speeding	Case ongoing	Yes	No information received
26	2016-2017	UNIFIL	Drug crime	Alleged use of illegal drugs	Investigation closed	No	No information received
27	2016-2017	UNIFIL	Fraud/forgery	Alleged fraudulent use of a forged government document	Case ongoing	No	No information received

Abbreviations : ICTR, International Criminal Tribunal for Rwanda; MICT, International Residual Mechanism for Criminal Tribunals; MINUSCA, United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in the Central African Republic; MINUSTAH, United Nations Stabilization Mission in Haiti; MONUSCO, United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of the Congo; OCHA, Office for the Coordination of Humanitarian Affairs; UNAMA, United Nations Assistance Mission in Afghanistan; UNDP, United Nations Development Programme; UNFCCC, United Nations Framework Convention on Climate Change; UN-Habitat, United Nations Human Settlements Programme; UNICEF, United Nations Children's Fund; UNIFIL, United Nations Interim Force in Lebanon; UNIOGBIS, United Nations Integrated Peacebuilding Office in Guinea-Bissau; UNITAR, United Nations Institute for Training and Research; UNMIL, United Nations Mission in Liberia; UNMISS, United Nations Mission in South Sudan; UNOG, United Nations Office at Geneva; UNON, United Nations Office at Nairobi; UN-Women, United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women.

^a Notifications were received in regards to additional cases that Member States did not wish included in this report.

^b A formal determination of whether immunities apply in any given case is undertaken after a request for a waiver has been received from the Member State concerned. For information on United Nations practice in this regard, please refer to the report of the Secretary-General contained in document [A/63/331](#).